

Association “Les Amis de Pierre Dézarnaulds”

**PIERRE
DÉZARNAULDS**

**Médecin
et homme politique**

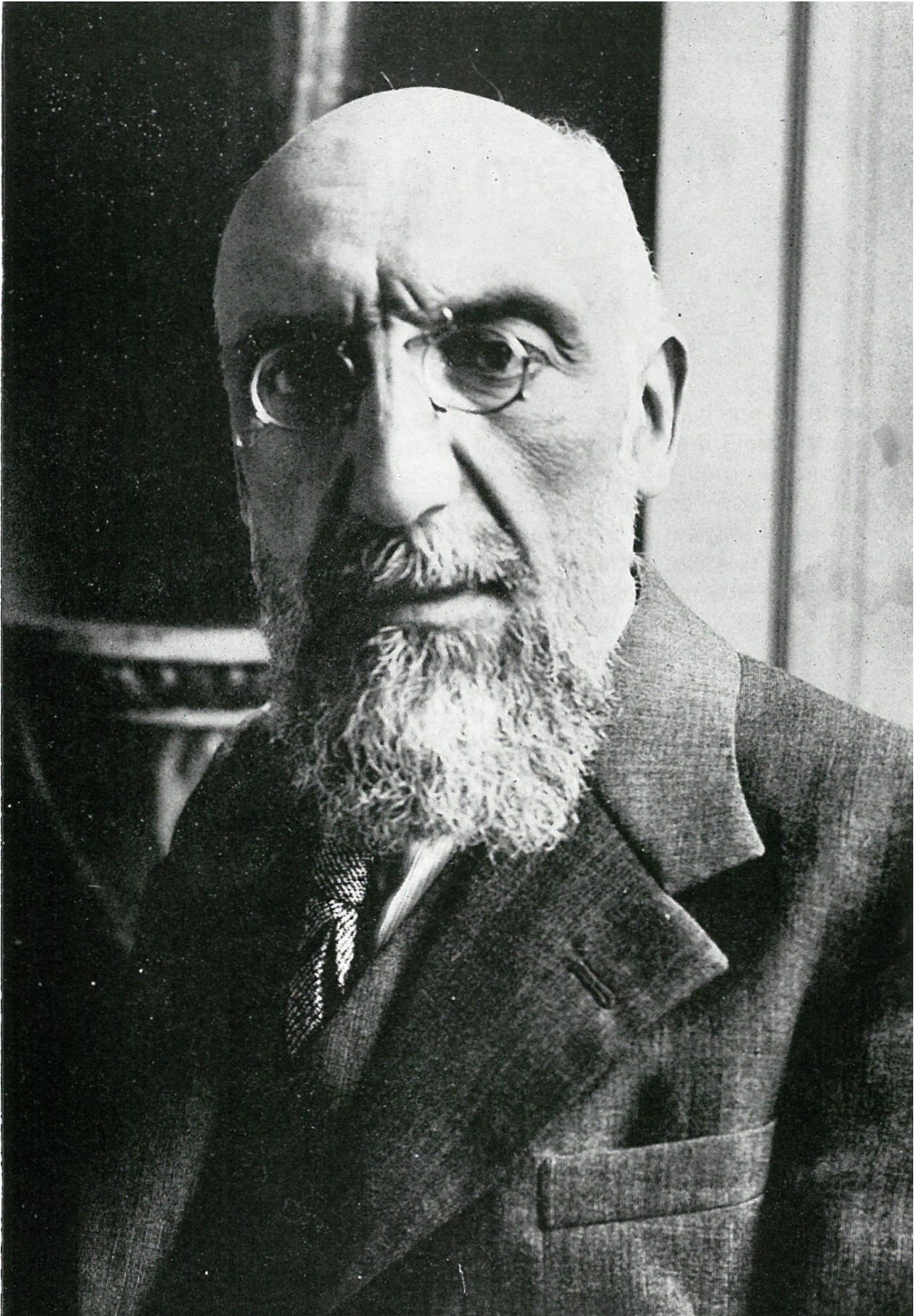
(1879-1975)

Association “Les Amis de Pierre D ezarnaulds”

PIERRE D EZARNAULDS

M decin et homme politique

(1879-1975)



Le grand médecin

Fin juin 1848. En pleine nuit, un grand jeune homme d'une vingtaine d'années circule à pied sur la route de Châtillon-sur-Loire à Pierrefitte-ès-Bois. Il n'a pour tout bagage qu'un sac de voyage. Il est vêtu comme les bourgeois de l'époque : redingote, pantalon à jambières rétrécies dans le bas, haut-de-forme. Le dos légèrement courbé par la fatigue, il marche, en traînant un peu la jambe, aussi vite que possible, dans la direction du bourg de Pierrefitte où il ne connaît pourtant personne. Depuis Châtillon, il a parcouru environ sept ou huit kilomètres. Il lui en reste trois ou quatre à faire pour arriver au village.

Il vient de dépasser sur sa droite le chemin des Pouillots quand une patache, attelée d'un cheval, en sort et prend la route de Pierrefitte. Il est une heure du matin. La voiture, mal éclairée par une lanterne qui donne une faible lumière, arrive à sa hauteur et s'arrête. À cette époque de l'année, les nuits sont claires. Aussi, les occupants de la patache, le conducteur et une jeune femme d'une trentaine d'années vêtue d'une cape et d'un bonnet garni de dentelle, ont-ils aperçu l'homme. « Où allez-vous donc comme ça, Monsieur ? » lui lance la femme. L'homme s'approche de la voiture. Dans la pénombre, il jette furtivement sur la personne qui l'a interpellé un regard vaguement inquiet, soupçonneux, et lui répond, dans un langage châtié qui n'a rien du patois berrichon : « Je suis à la recherche d'un gîte pour le reste de la nuit. » — « De gîte, lui rétorque la femme, vous n'en trouverez pas avant le bourg de Pierrefitte qui est à trois kilomètres d'ici. Mais vous avez l'air bien fatigué et si notre compagnie ne vous fait pas peur, vous pouvez monter avec nous. »

Quoique un peu méfiant, l'homme est si fatigué qu'il ne se fait pas prier. Avec l'aide du conducteur, il enjambe la ridelle et s'assied sur le siège arrière du véhicule où la femme le rejoint. Elle a bien envie de le questionner, de savoir d'où il vient, où il va. Mais elle ne peut le faire de but en blanc. Elle se tait donc un moment et l'examine sans en avoir l'air. Le costume que porte l'étranger n'est pas celui d'un paysan endimanché ; il ne ressemble même pas à celui des bourgeois du coin, il est plus riche, plus distingué. Elle en déduit qu'il s'agit d'un « Monsieur » venant de Paris où elle n'ignore pas qu'il se passe de tristes événements. Lui ne dit rien non plus. Il comprend tout de suite l'appétit de curiosité de la dame ; il se promet d'être prudent, réservé, de rester sur ses gardes. On ne sait jamais à qui l'on a affaire.

La curiosité de la dame se manifeste enfin. À brûle-pourpoint, elle lui dit : « C'est-t'y donc que le climat de la capitale ne s'arrange pas que vous venez respirer l'air de la campagne ? » L'homme réprime un léger mouvement de nervosité. « Mais, réplique-t-il un peu sèchement, qui vous dit que je suis Parisien et que je fuis la ville ? » Peut-être, sans le vouloir, s'est-il trahi ! — « Mon bon Monsieur, reprend la femme sans malice mais avec une pointe d'ironie, il faudrait être bien aveugle pour ne pas voir que vous êtes un citadin et que vous êtes parti de chez vous sans savoir où aller. Mais n'ayez aucune crainte et soyez sûr que je ferai tout ce qui sera possible pour vous aider. » Alors, pleinement rassuré par une telle franchise, l'étranger qui éprouvait le besoin de se confier à quelqu'un répond calmement : « Eh bien oui, vous l'avez deviné. Je suis un fugitif. Je me cache pour ne pas être pris dans les filets du Général Cavaignac qui est actuellement le maître de Paris et fait passer par les armes tous ceux ayant pris part au soulèvement des derniers jours. »

On était, en effet, au lendemain des événements qui s'étaient déroulés à Paris du 22 au 26 juin 1848. Quatre mois plus tôt, du 22 au 24 février, des émeutes populaires appuyées par une fraction de la bourgeoisie parisienne mais dont la cause essentielle était la misère du peuple et le chômage avaient amené Louis-Philippe [**], roi des Français, à se séparer de son ministre Guizot, à dissoudre la Chambre des Députés et, enfin, à abdiquer en faveur de son petit-fils, le Comte de Paris, âgé de 10 ans. Mais le 25 février, la République était proclamée à l'Hôtel de Ville de Paris. Un gouvernement provisoire dont firent partie Lamartine qui en fut le chef, Arago, Ledru-Rollin, Garnier-Pagès, Louis Blanc, Albert, était constitué. Dès le 26 février, il décrétait la création d'Ateliers Nationaux pour donner du travail à 100 000 chômeurs qui réclamaient « du travail et du pain ». Mais cette initiative généreuse fut un fiasco. Entre-temps, des élections avaient permis de désigner les membres d'une Assemblée Nationale Constituante qui comprenait une majorité de républicains modérés, conservateurs, et une minorité de royalistes. Par la suite, des mouvements révolutionnaires avaient eu lieu, notamment le 15 mai 1848. Ils avaient causé à la bourgeoisie une grande frayeur. Le 21 juin, les Ateliers Nationaux sont fermés. On annonce que les ouvriers âgés de 17 à 25 ans seront enrôlés dans l'armée et envoyés en Algérie. Les autres chômeurs seront dirigés sur la Sologne et employés à des travaux de défrichage et d'assainissement des marécages. Le peuple sans travail est poussé au désespoir. Le 22 juin, c'est l'insurrection, la guerre civile. Aux 50.000 ouvriers insurgés, on oppose 180.000 soldats et la Garde Mobile. De nombreux étudiants font cause commune avec le peuple. Des barricades sont élevées dans tout Paris. Devant ces événements, le Général Cavaignac obtient le commandement de toute la force armée. La journée du 23, le peuple continue à dresser des barricades dont certaines atteignent le premier étage des immeubles. Il y en a plus de 400 le matin du 24. Ce jour-là, l'Assemblée Nationale proclame la déchéance de la Commission Exécutive, met Paris en état de siège et concentre tous les pouvoirs entre les mains du Général Cavaignac qui, le 25 juin, écrase l'insurrection. L'armée procède à des exécutions sommaires. Les prisonniers sont passés par les armes sans jugement. C'est un massacre abominable, une

« boucherie » diront certains auteurs. Il y eut 400 à 500 tués sur les barricades, 3 000 personnes fusillées après le combat, près de 4.500 (certains disent 11 000) désignées pour la déportation ou emprisonnées. Le 10 décembre 1848, le prince Louis-Napoléon Bonaparte sera élu Président de la République au suffrage universel à une écrasante majorité. Quatre années plus tard, il deviendra Empereur des Français sous le nom de Napoléon III. La Seconde République aura vécu. Elle aura duré à peine cinq ans.

Mais reprenons notre récit. L'homme qui est monté dans la carriole du paysan raconte qu'il est étudiant en médecine. Bientôt, il sera médecin. Avec des étudiants comme lui mais également des bourgeois, il a épousé la cause des ouvriers qu'il trouvait juste et s'est mêlé à l'émeute. Lui et ses amis font d'abord confiance à Cavaignac, Général républicain dont le père avait été, pendant la Grande Révolution française de 1789, un Conventionnel des plus ardents, l'un des régicides. Mais ils se sont trompés. Cavaignac, au lieu de tenter de résoudre la crise, a réduit l'insurrection populaire et fait emprisonner tous ceux que l'armée a pu arrêter. Aujourd'hui encore, il fait procéder à une véritable chasse à l'homme. « C'est pour cela, dit-il, que certains de mes amis et moi sommes venus dans votre région. On nous avait promis un refuge dans des familles de Bonny-sur-Loire qui avaient des parents parmi nous. Mais, en gare de Châtillon, nous avons été prévenus que des gendarmes nous attendaient à Ousson. Aussi, nous sommes-nous séparés pour tenter de gagner individuellement Bonny par une autre voie. Il faut croire que je n'ai pas trouvé le bon chemin puisque me voilà sur la route de Pierrefitte, tournant le dos à notre destination. » « Eh bien, mon cher et jeune ami – permettez-moi de vous appeler ainsi – vous pouvez vous vanter d'être bien tombé, reprend la jeune femme. Je m'appelle Blanche Senée. Mon métier consiste à mettre des enfants au monde. Et, malgré mon prénom de Blanche, je suis une républicaine. Il y a longtemps que je proclame que tous les enfants, en ouvrant les yeux, devraient avoir les mêmes droits et disposer des mêmes moyens pour affronter la vie, qu'ils soient nés de parents pauvres ou riches. Ce grand mot « Égalité » qui est le second de la devise républicaine n'a encore jamais existé en fait et, tant qu'il en sera ainsi, il n'y aura pas de fraternité. »

L'homme qui est assis à côté d'elle l'écoute religieusement. En entendant les paroles de Blanche Senée, il est ébloui, frappé d'admiration. Sera-t-il en reste de confidences ? – « Permettez-moi, ma brave dame, répond-il, de vous serrer la main, car vos idées sont exactement les miennes. Bien que je sois d'une famille assez riche, mon intention – Vous savez que je serai bientôt médecin – est d'utiliser mon savoir et ma fortune en faveur des déshérités qui ne manqueront pas dans la capitale après les événements actuels. Il y aura des enfants orphelins, abandonnés, sans soutien, plein les rues. C'est à eux que je me consacrerai dès que je pourrai rentrer à Paris. »

Qui est donc cet inconnu, futur médecin, qui vient de tenir de tels propos à Blanche Senée, l'accoucheuse de Pierrefitte-ès-Bois ? C'est Ernest Pierre Dézarnaulds, que l'on prénomme communément Pierre. C'est le père de celui qui, pendant cinquante ans, sera le représentant incontesté du peuple du

Giennois et dont la dépouille mortelle repose dans le petit cimetière de Pierrefitte-ès-Bois. C'est le père de celui que l'on nommera « le médecin des pauvres » et auquel ce père avait donné le même prénom que le sien, PIERRE. Ce second Pierre avait vraiment de qui tenir.

Mais pourquoi celui-ci a-t-il tant aimé ce petit village rural au point de vouloir y être enterré ? Nous aïlons le savoir en poursuivant le récit que nous avons commencé.

Cette première rencontre entre l'étudiant Ernest Pierre Dézarnaulds et Blanche Senée à la fin du mois de juin 1848 est le point de départ d'une amitié profonde et d'une collaboration exemplaire qui dureront 29 ans et ne disparaîtront qu'à la mort accidentelle et combien tragique de celle que, suivant la coutume berrichonne, les gens du pays appelaient la « Mée Blanche ».

Peu de temps après l'événement local que nous venons de relater, une amnistie intervient en faveur de ceux qui, ayant participé à l'insurrection, n'ont pas été pris les armes à la main. Il y a, parmi eux, des étudiants en médecine dont le gouvernement a un besoin pressant pour soigner les nombreux blessés qui encombrant les hôpitaux parisiens. C'est ainsi que le citoyen Dézarnaulds peut rentrer à Paris où il est affecté, dès son retour, comme « interne », à l'hôpital de la Pitié. De la capitale, il entretient une correspondance suivie avec Blanche Senée. Il lui envoie des enfants abandonnés qu'elle place en nourrice à Pierrefitte ou dans les environs. Les nourrices sont indemnisées par la Ville de Paris. Mais les paiements des indemnités sont souvent tardifs. Alors le Docteur Dézarnaulds – car il est devenu docteur en médecine – « le Grand Médecin » comme l'appellent les gens du pays, qui vient de temps en temps à Pierrefitte, règle de ses deniers une partie des sommes dues.

En 1857, neuf années se sont écoulées depuis les événements de juin 1848. Le Docteur Dézarnaulds, toujours célibataire, exerce encore à l'hôpital de la Pitié. À cette époque se passe un fait qui en dit long sur sa bonté naturelle. Un jour, en montant dans son cabriolet, il a la surprise de trouver sur le siège un enfant nouveau-né, une petite fille âgée de deux ou trois jours, enveloppé dans une couverture. Que faire de l'enfant ? C'est un samedi. Il ne pouvait prévenir la Mée Blanche pour qu'elle vint le chercher. Prenant l'enfant dans ses bras, il se fait conduire à la Gare de Lyon et prend le train jusqu'à Châtillon d'où il gagne Pierrefitte en fiacre. À minuit, il arrive chez la Mée Blanche qui le regarde avec étonnement et à qui il remet la petite fille afin qu'elle lui trouve une nourrice. Ce remue-ménage réveille la petite Marie, le seul enfant restant à Blanche qui en avait perdu trois autres, morts du croup. Marie est ébahie à la vue du bébé. Quelle belle poupée ! « Maman, dit-elle à sa mère, je veux qu'on la garde avec nous. » C'est ainsi que la petite abandonnée, que l'on appela Amélie du nom de la sainte dont la fête est célébrée le jour où elle fut trouvée, fut élevée par la Mée Blanche aux frais du « Grand Médecin » qui paya pendant des années les mois de nourrice jusqu'au jour où il en fut déchargé par le Service d'Assistance aux enfants abandonnés.

Les années passent. Tout à coup éclate le conflit qui oppose, en 1870, la France et l'Allemagne. Les armées françaises subissent d'écrasantes défaites et Napoléon III, fait prisonnier à Sedan, capitule. La République est proclamée le 4 septembre 1870 et continue la guerre. Mais, le 28 janvier 1871, le Gouvernement de la Défense Nationale signe l'armistice. Le peuple révolutionnaire qui n'accepte pas la capitulation se révolte. La Commune insurrectionnelle de Paris se constitue en mars 1871. Entre-temps, l'Assemblée Nationale élue le 8 février 1871 a choisi Thiers pour chef de l'Exécutif. Elle s'installe à Versailles le 20 mars et prend position contre la Commune que les troupes dont elle dispose écrasent au cours de la Semaine Sanglante du 22 au 28 mai 1871. C'est un vrai carnage.

Quelle fut l'attitude du Docteur Dézarnaulds pendant cette période ? Bien que l'on ne possède aucun document qui puisse nous renseigner sur ce point, il y a lieu de croire qu'il dut se dépenser beaucoup pour soigner les nombreuses personnes blessées au cours de l'insurrection parisienne.

Ce n'est qu'en 1877, à l'âge de 49 ans, que le « Grand Médecin », qui est d'origine bordelaise, se marie. Son épouse, Marie Page, d'origine lorraine, lui donne, deux ans plus tard, en décembre 1879, un fils que le couple prénomme Pierre comme son père.

Avant la naissance de cet enfant, le Docteur Dézarnaulds avait demandé à la Mée Blanche de lui trouver une nourrice. Justement, une belle-sœur de la fille de Blanche, Victorine, qui habite à la « Taille du Dimanche », près de la Guilbaudière, entre la route de Pierrefitte à Cernoy et celle de Pierrefitte à Châtillon, allaite un fils de deux mois. Elle accepte d'autant plus volontiers d'être la nourrice de l'enfant du « Grand Médecin » qu'elle n'est pas riche et que les mois de nourrice lui procureront un gain dont elle a bien besoin. Mais, quand la Mée Blanche arrive chez elle pour la prévenir de se préparer à partir à Paris avec le Docteur Dézarnaulds qui vient la chercher, elle lève les bras au ciel : « Ah non, que je n'irai pas à Paris ; je veux rester ici. » Il y a eu un grave malentendu entre elle et Blanche. Celle-ci a beau lui montrer qu'elle sera plus heureuse là-bas pour élever son enfant, elle maintient son refus et ne veut pas en démordre.

La Mée Blanche s'en revient de la Taille du Dimanche toute pensive. Où trouvera-t-elle bien rapidement une autre nourrice ? Tout en réfléchissant, elle arrive au carrefour des routes de Cernoy et de Châtillon situé à l'entrée du bourg. Elle a l'habitude de passer à cet endroit où la circulation est presque nulle et de traverser la rue sans regarder. Mais il faut dire qu'elle est atteinte d'une surdité quasi totale bien qu'elle n'ait qu'une soixantaine d'années. Aussi, n'entend-elle pas une voiture attelée de deux chevaux qui vient de Châtillon. Elle s'engage sur la route au moment où cette Voiture arrive. Le conducteur ne peut retenir son attelage et elle est renversée par la voiture dont les roues lui passent sur une partie du corps. Le Docteur Dézarnaulds sort du véhicule tout bouleversé. Car c'est bien lui ; il venait chercher la nourrice. Il relève Blanche, la transporte à son domicile où elle expire après avoir dit ces seuls mots : « Pas de nourrice. »

Tout le village est sens dessus dessous. La Mée Blanche y était aimée. Quant au Docteur Dézarnaulds, sa peine est immense. Il vient de perdre une grande et précieuse amie. Au bout de quelques heures, les formalités d'usage une fois accomplies, il se prépare à partir quand une patache s'arrête devant la porte. C'est le patron d'Amélie qui ramène celle-ci de Saint-Firmin où elle travaillait dans sa ferme pour accoucher chez sa mère nourricière. Amélie, c'est cette petite fille que le Docteur Dézarnaulds avait amenée chez Blanche vingt ans plus tôt. À la vue de la morte, Amélie éprouve un si terrible choc que les douleurs de l'enfantement la prennent. Le docteur lui prodigue ses soins mais elle accouche d'un enfant mort-né.

« À quelque chose malheur est bon », dit le proverbe. Tout en soignant Amélie, le Docteur Dézarnaulds constate qu'elle est robuste. Elle sera une excellente nourrice pour son enfant. Aussi, avant de partir, la recommande-t-il à la fille de Blanche et demande-t-il à celle-ci de la lui amener à Paris sitôt qu'elle sera en état de faire le voyage.

Et c'est ainsi que la petite fille trouvée vingt ans auparavant dans son cabriolet par le Docteur Dézarnaulds devient la nourrice de son fils Pierre et, deux ans plus tard, de sa fille Louise. Entre le jeune Pierre et Amélie vont naître une affection, un attachement durables de caractère quasi filial qui auront une influence décisive sur le comportement et la destinée du fils du « Grand Médecin » républicain que les événements sanglants de juin 1848 ont conduit par hasard vers le petit village rural de Pierrefitte-ès-Bois.

L'enfance et l'adolescence du petit Pierre

Le petit Pierre vient au monde le 7 décembre 1879 à Paris, rue Saint-Antoine dans le IV^e arrondissement, près de la belle et célèbre place des Vosges, où habitent ses parents et où son père, le « Grand Médecin » comme l'appellent les gens de Pierrefitte, a son cabinet médical. C'est là que se rend Amélie une fois rétablie. Quel changement pour cette fille de ferme qui, née de parents inconnus dans la grande Ville, n'a vécu qu'à la campagne ! La Mée Blanche l'a élevée comme si elle eût été sa fille. Mais elle a dû la placer chez des cultivateurs à l'âge où les jeunes filles doivent travailler. Paris est donc pour elle un monde nouveau. Elle ne marche plus en sabots dans la boue d'une cour de ferme. Elle vit dans un appartement bourgeois d'une propreté parfaite. Bien qu'elle soit vêtue comme le sont les domestiques qui s'occupent des enfants, elle a affaire à d'excellents employeurs qui la traitent bien et qui l'aiment. Pourtant, elle a parfois la nostalgie du petit village où elle a passé toute son enfance et son adolescence.

Son travail consiste surtout à s'occuper du petit Pierre. Elle aime cet enfant qu'elle appelle « Monsieur Pierre » et plus vraisemblablement « Mossieu Pierre ». Elle lui prodigue ses soins comme s'il s'agissait de son propre enfant. Elle reporte sur lui l'affection maternelle qu'elle sentait naître pour le bébé dont elle a accouché peu de temps auparavant et qui est venu au monde mort-né.

Au fur et à mesure qu'il grandit, l'enfant s'attache à elle comme à une seconde maman. D'autant plus que l'épouse du Docteur Dézarnaulds, de nouveau enceinte, consacre peut-être moins de temps au petit Pierre. Deux ans après la naissance de son aîné, elle accouche d'une fille que ses parents prénomment Louise et dont Amélie devient également la nourrice.

Trois ans s'écoulent pour Amélie dans cette ambiance bourgeoise. Elle est heureuse au sein de cette famille qui la respecte et qui lui fait confiance. Mais, un jour, le petit Pierre contracte un gros rhume dont il se remet difficilement en dépit des soins vigilants de son père. Celui-ci craint que l'air

de la ville ne soit néfaste à son enfant. Il lui faudrait respirer, pendant un certain temps, l'air pur de la campagne. Tout naturellement, il pense à Pierrefitte. C'est là que son fils peut recouvrer une parfaite santé. Mais qui s'occupera de lui ?

Entre-temps, depuis son arrivée à Paris, Amélie est restée en contact avec ses amis de Pierrefitte et des environs. Dans la capitale, elle a fait la connaissance de gens du pays et, en particulier, d'un nommé Isidore Gravelet, natif de Sury-ès-Bois, employé à la Halle aux Vins, qu'elle a épousé et qui avait acheté, plusieurs années avant son mariage, une petite maison située route de Cernoy à Pierrefitte, appelée « La Carapousse », mais dont le nom exact est « La Thiaudière ». La « Mélie », comme on l'appelle dans le village, accepte d'y venir avec l'enfant. Le petit Pierre y demeure avec elle deux années et ne rentre à Paris que pour aller à l'école. Mais il passe toutes ses vacances à Pierrefitte. Et la Mélie l'accompagne toujours, qu'il soit dans la capitale ou à la campagne. Il en est ainsi jusqu'à ce qu'il atteigne l'âge de 10 ans.

À cette époque, survient un événement qui va tout changer et troubler cette vie harmonieuse du petit Pierre. Le mari de Mélie, Isidore Gravelet, – Zidor comme l'appellent les gens du pays – est victime d'un accident. Ne pouvant plus tenir son poste de travail, il est réformé. Le couple Gravelet s'installe alors définitivement à Pierrefitte où le fils du « Grand Médecin » vient fréquemment en vacances. Il se plaît dans ce village où les gamins et ensuite les adolescents au milieu desquels il a grandi sont devenus ses copains, ses amis. Il a même tellement grandi qu'ils l'appellent déjà « Le Grand Pierre ». Il aime à les retrouver le soir ou le dimanche et à faire avec eux de bonnes parties.

En classe, à Paris, il apprend avec une grande facilité. Il lit beaucoup dans la bibliothèque de son père. Sa mémoire est étonnante. Au Lycée Charlemagne, il est un étudiant peu discipliné. Il n'en fait pas moins d'excellentes études. À l'âge de 16 ans, il a déjà acquis une maturité d'esprit qui le place au-dessus des garçons de son âge. Il commence même à s'intéresser à la politique. Il est républicain comme le furent son père en 1848 et son oncle déporté par Napoléon III à Nouméa. Vers cette époque ont lieu des élections dans le canton de Châtillon-sur-Loire. L'un des candidats est un parent du directeur de l'usine de boutons de Briare. Un soir, il vient à Pierrefitte où il tient une réunion dans le bistrot d'Elie Picault. Le « Grand Pierre » est présent. Il lui pose des questions auxquelles il ne s'attendait pas. Pris au dépourvu, celui-ci ne sait que répondre. Le jeune contradicteur est vivement applaudi par un auditoire où les gens de gauche comme lui sont pourtant plutôt rares. Car, à l'époque, on votait à droite à Pierrefitte-ès-Bois.

Au lycée Charlemagne, le jeune Pierre Dézarnaulds se lie d'amitié avec un camarade nommé René Merry dont le père, Émile Merry, pharmacien à Gien, chef-lieu de l'arrondissement dont dépend la commune de Pierrefitte, est le chef des républicains avancés de cette ville. M. Émile Merry se dit même socialiste et c'est sous cette étiquette qu'il se présente aux élections législatives des 8 et 22 mai 1898, en pleine affaire Dreyfus. Il obtient au premier tour 5.508 voix contre 5.516 attribuées à M. Gustave Alasseur, maire d'Autry depuis 1892, Conseiller Général du Canton de Châtillon-sur-Loire depuis peu, député depuis 1893, et 3.423 à M. Despond, maire de Beaulieu. Au scrutin de ballottage, M. Alasseur, qui siégera au Centre gauche, l'emporte sur M. Émile Merry par 7.813 voix contre 6.581. Les deux jeunes gens sympathisent d'autant plus qu'ils sont admis en même temps au Concours d'entrée à la Faculté de Médecine de Paris. Le « Grand Pierre » fait même quelques courts séjours chez le « père Merry » comme l'appellent ses électeurs. Il a pour ce républicain une grande admiration.

L'affaire Dreyfus

C'est à cette époque, vers 1898, que le « Grand Pierre » s'engage politiquement. Il a 19 à 20 ans, l'âge qu'avait son père, à une ou deux années près, en juin 1848, quand il soutint la cause du peuple de Paris, affamé et misérable. Depuis 1894 et surtout 1896, l'affaire Dreyfus divise la France en deux camps violemment hostiles.

Le capitaine Alfred Dreyfus, issu d'une famille juive alsacienne de Mulhouse, accusé d'espionnage au profit de l'Allemagne a été arrêté en octobre 1894 et condamné pour crime de haute trahison par un tribunal militaire à la dégradation et à la déportation à vie à l'île du Diable (Guyane) en décembre de la même année. Cette condamnation soulève dans le pays une vague d'antisémitisme sans précédent. Or, en 1896, le lieutenant-colonel Picquart, nouveau chef du Service des Renseignements de l'Armée, qui a remplacé le colonel Henry, réexamine le dossier. Il constate que la pièce capitale qui est à l'origine de la condamnation de Dreyfus est un faux. Il est convaincu de l'innocence de ce dernier. D'après lui, celui qui a signé le document est le commandant Esterhazy qui entretient des relations secrètes avec l'attaché militaire allemand. Il demande la révision du procès. Mais c'est mal connaître l'État-Major des Armées, profondément antisémite, qui ne peut se tromper et refuse de reconnaître qu'il a commis une erreur judiciaire. Esterhazy est acquitté par le Conseil de Guerre. Picquart est déplacé en Tunisie ; il est puni pour son honnêteté intellectuelle.

Les partisans de Dreyfus sont atterrés mais ils poursuivent leurs démarches. Les passions sont exacerbées. On est farouchement dreyfusard ou antidreyfusard. Dans le monde littéraire, beaucoup d'écrivains, tel Anatole France, sont convaincus de l'innocence de Dreyfus. Le monde politique est plus réticent. A-t-on des preuves formelles ? Vers la fin de l'année 1897, le cas Dreyfus qui, jusque-là, n'avait pas bouleversé la conscience des hommes politiques devient une « affaire ». Le 13 janvier 1898, Émile Zola publie dans *l'Aurore*, le journal de Clemenceau, un article violemment provocateur intitulé « J'accuse » dans lequel, avec beaucoup de courage, il défend Dreyfus et stigmatise l'attitude de l'État-Major. Il sait qu'il sera poursuivi mais il agit volontairement. C'est le seul moyen de faire éclater au grand jour l'innocence de Dreyfus et la conduite scandaleuse de ses juges militaires. Le procès Zola s'ouvre en janvier 1898. On découvre alors que la lettre sur laquelle

était fondée l'accusation a été fabriquée de toutes pièces par le colonel Henry, prédécesseur de Picquart à la tête du Service des Renseignements. Henry est arrêté et interné au Mont-Valérien où il se « suicide » le lendemain. Zola n'en est pas moins condamné, le 7 février 1898, sous la pression des militaires, à un an de prison et 3.000 francs d'amende. Il le sera une seconde fois le 18 juillet de la même année.

Mais le procès a un retentissement considérable. Des hommes politiques tels que Jaurès se sont engagés à fond. La révision du procès de Dreyfus est ordonnée à la suite de l'annulation par la Cour de Cassation du jugement rendu contre lui. Pourtant, en août 1899, Dreyfus, en dépit des preuves contraires, est l'objet d'une condamnation, par le Conseil de Guerre siégeant à Rennes, à 10 ans de réclusion pour trahison avec circonstances atténuantes. On croit rêver. L'État-Major n'a pas voulu reconnaître son erreur monstrueuse.

Ce nouveau jugement inique et contradictoire provoque l'indignation. L'erreur judiciaire est manifeste. Aussi, Dreyfus est-il gracié par le Président de la République, Émile Loubet, sur la proposition de Waldeck-Rousseau, Président du Conseil. Toutefois, ce n'est qu'en 1906 que la condamnation sera cassée et que le capitaine Dreyfus sera réintégré dans l'Armée avec tous ses droits.

Dans cette affaire, l'État-Major s'est discrédité. Il a fait condamner un innocent et il le sait. Il persistera même volontairement et jusqu'au bout dans son erreur. Le jeune Pierre Dézarnaulds, sensible à l'injustice, ne peut admettre une telle attitude. Il est dreyfusard et républicain. Il s'engage à fond pour la réhabilitation de l'homme injustement condamné. Et, ainsi que nous aurons l'occasion de le dire plus loin, il gardera toujours de cet épisode une certaine méfiance à l'égard d'une « armée qui en était venue à constituer une caste prodigieusement imbue de sa supériorité », comme l'a écrit un auteur. Il n'a laissé, sur cette période, aucun document. Mais l'un de nos amis qui lui rendit assez souvent visite au cours des dernières années de sa vie peut témoigner que la condamnation de l'innocent Dreyfus l'avait marqué pour toujours. Il en parlait avec une émotion qui n'était pas feinte mais réelle.

Le médecin des pauvres

En 1902, à l'âge de 23 ans, Pierre Dézarnaulds est reçu au concours de l'Internat des Hôpitaux de Paris. Il sera interne jusqu'en 1906, année au cours de laquelle il soutient avec succès sa thèse de doctorat en médecine. Il aurait pu alors poursuivre dans les hôpitaux parisiens une brillante carrière. Il était l'un des trois ou quatre meilleurs élèves d'un maître connu à l'époque, le Professeur Delbet. Ses camarades sont tous devenus professeurs agrégés puis titulaires d'une chaire à la Faculté de Médecine et Chirurgiens des Hôpitaux de Paris. Comme eux, il s'était spécialisé dans la chirurgie. Devenu Docteur en Médecine, il préfère interrompre ses études pour se consacrer à la médecine de clientèle. Il sera à la fois médecin et chirurgien.

La même année, en 1906, à l'âge de 27 ans, il s'installe à Gien où il assure la succession du Docteur Berthier. Ce n'est pas par hasard qu'il choisit cette ville. Gien est alors le chef-lieu d'un arrondissement dont Pierrefitte fait partie. Il y est donc attiré par un lien sentimental compréhensible. Il avait toujours rêvé de s'établir près de cette commune à laquelle l'attachaient de nombreux souvenirs d'enfance. Pourtant, il a quelque scrupule à y créer son cabinet sans connaître l'opinion de son camarade René Merry. Faisant preuve de beaucoup de délicatesse, il demande à ce dernier s'il a l'intention de s'installer dans la ville où son père avait été pharmacien. Le docteur Merry lui ayant répondu qu'il comptait se fixer à Paris, le docteur Dézarnaulds décide de s'établir à Gien. Mais un ou deux ans plus tard, le docteur Merry s'installe lui aussi dans cette ville qui eut ainsi deux médecins-chirurgiens d'une compétence exceptionnelle à l'époque. Toutefois, la politique les divisera. M. Dézarnaulds, comme on l'appelle maintenant, est un républicain avancé ; il ne cache pas ses idées de gauche et adhère même au Parti radical-socialiste. Il a dit souvent à l'un de ses amis qu'il était socialiste de cœur mais trop indépendant, trop individualiste pour pouvoir observer la stricte discipline d'un parti très structuré comme le Parti socialiste. Il a surtout une clientèle d'ouvriers, de cultivateurs peu aisés, de petites gens aux ressources très modestes. Quant au docteur René Merry, bien que son père ait été l'un des chefs du Parti des Républicains de progrès, il affiche des idées opposées qui lui assurent la clientèle des conservateurs, et particulièrement des gens fortunés.

M. Dézarnaulds se lancera bientôt dans la politique. Mais jamais il n'abandonnera la médecine qui restera sa vraie passion. Il exerce comme chirurgien dès 1907 à l'hôpital de Gien dont il devient en 1910, à la suite d'un concours, chirurgien-chef. Il le restera jusqu'en 1945 pendant 35 ans. Grâce à son habileté professionnelle, il est populaire dans toute la région. Sa réputation ne fait que grandir au fil des années. Toutefois, il est non seulement chirurgien de l'hôpital mais encore médecin de campagne. Les gens du peuple l'appellent « le Médecin des Pauvres ». C'est que, sensible à la misère de certaines familles, il applique souvent un tarif d'honoraires inférieur à celui de ses confrères. Parfois, il donne des consultations gratuites à des personnes qui, en l'absence de protection sociale, n'ont pas les moyens de les payer. Il lui arrive même de laisser à ces dernières l'argent nécessaire au paiement des médicaments qu'il prescrit. Ces actes de charité lui valent l'hostilité de beaucoup de ses confrères. Ceux-ci, a-t-on écrit, « n'appréciaient guère cette exploitation démagogique de l'exercice de la médecine et, dès 1912, ils le radièrent de leur syndicat professionnel ». Sa bonté, sa générosité proverbiales sont donc considérées comme des manœuvres démagogiques. C'est à peine croyable. Va-t-il s'incliner ? C'eût été le mal connaître. Il est animé d'une volonté farouche. Il luttera et finira par s'imposer.

L'exercice de son mandat de député qui, à partir de 1919, l'oblige à rester à Paris une partie de la semaine ne ralentit pas son activité médicale et chirurgicale. Sa conscience professionnelle est exemplaire. Dès son retour à Gien le vendredi, il redevient médecin et chirurgien. Il passe tous ses week-ends souvent prolongés à opérer à l'hôpital et à visiter ses malades. Car sa résistance physique, entretenue par un régime alimentaire très simple d'où sont bannis tous les excès, est étonnante. Il ne sent pas la fatigue ou il feint de l'ignorer. Jamais un malade ne fait appel à lui en vain. Il est toujours disponible. Et il le sera jusqu'à ce que, devenu aveugle et infirme, il ne puisse plus prodiguer ses soins à qui que ce soit ni se déplacer seul.

Pourtant, il ne se désintéressera pas de la médecine. Au contraire, il se tiendra constamment au courant de tous les progrès réalisés dans ce domaine. Il est abonné à de nombreuses publications médicales et Lucie, son épouse dévouée, une sainte femme, lui lit à longueur de journée et lui lira jusqu'à ce que la maladie l'en empêche, les articles médicaux dont les titres retiennent son attention et dont il emmagasine le contenu dans son cerveau lucide, grâce à son étonnante mémoire restée intacte. Les mains jointes dans la position magistralement reproduite par le sculpteur Jacqueline Mars, il écoute cette lecture religieusement. Celui de nos amis qui lui rendait fréquemment visite les a surpris plusieurs fois pendant une telle lecture, lui assis dans son fauteuil devant son bureau de travail, elle sur une chaise devant la fenêtre donnant sur la rue Jeanne-d'Arc.

À propos de la bataille de Gien de 1940, il fut accusé d'avoir abandonné sa ville dont il était maire depuis 1935. La vérité est toute autre. Pour soustraire les malades de l'hôpital aux bombardements ennemis prévisibles, il fait évacuer les bâtiments le 14 juin et transporter leurs occupants dans un endroit où ils seront,

pense-t-il, en sécurité et où il les accompagne. Mais, dès qu'il les sait en lieu sûr, le 27 ou le 28 juin, il revient à Gien. Le même jour, les autorités de Vichy le destituent de ses fonctions de maire. En deux semaines, il a accompli avec courage son double devoir de médecin et d'administrateur municipal. Il n'a donc pas fui et pris le chemin de l'exode.

Après la dernière guerre, il consacre une grande partie de son activité à la rénovation de Gien, y compris son église, mais surtout à la reconstruction et à l'aménagement du nouvel hôpital. C'est dire si les malades ont tenu une place essentielle, dominante dans sa longue vie dont il a voué une part importante à soulager les maux de ses concitoyens.

Cette rapide et courte description de la vie médicale du docteur Dézarnaulds suffirait à prouver sa bonté naturelle. Et l'on comprend sans peine que cette bonté lui ait valu le surnom de « médecin des pauvres ». Mais il n'est pas vrai qu'il aimait qu'on l'appelât ainsi. Ce sont les pauvres eux-mêmes qui l'ont gratifié de cette épithète à son insu. Il n'y pouvait rien. En agissant de cette façon, ils disaient purement et simplement ce que la grande majorité des gens du Giennois pensait. Et, après tout, pourquoi n'eût-il pas été fier de constater que les pauvres avaient pour lui une grande affection ?

La vie publique de Pierre Dézarnaulds

En plus de son amour pour les malades, Pierre Dézarnaulds a également la passion du bien public. Sa générosité proverbiale, son esprit de justice, son dévouement à la cause des humbles, des déshérités, devaient inéluctablement le conduire à l'action politique, au sens le plus noble de cette expression. Etant enfant, les récits par son père des événements de 1848 dont la véritable cause est la misère effroyable du peuple, et de la déportation à Nouméa de son oncle condamné pour son républicanisme sous le Second Empire, ont dû frapper son imagination. Aussi, un peu plus tard, doit-il lire avec passion « Les Châtiments » de Victor Hugo, son poète préféré. Un jour, deux ans environ avant sa mort, à l'âge de 94 ans, il en récita une centaine de vers devant un ami qui lui avait rendu visite et qui en resta médusé. Il en savait par cœur un certain nombre de poèmes devenus célèbres :

*« Il neigeait. On était vaincu par sa conquête.
« Pour la première fois, l'aigle baissait la tête. »*

ou encore :

« Le père est au bagne à Cayenne Et les enfants meurent de faim. » ⁽¹⁾

Comme nous l'avons dit plus haut, étant étudiant en médecine, à l'âge de 20 ans, il avait pris parti, aux côtés de Zola, de Clemenceau, de Jaurès, d'Anatole France, pour le capitaine Dreyfus, injustement et ignominieusement condamné pour un crime contre la sûreté de l'État dont il était innocent. Dreyfusard et républicain, sans doute est-ce là son premier engagement dans la vie publique ! Mais qui eût pu croire alors que la politique accaparerait une grande partie de sa vie ? Qui se fût douté que, tout en restant médecin, un médecin dévoué, écoute et aimé, il deviendrait l'un des hommes politiques les plus influents du département du Loiret ?

(1) Victor Hugo, *Les Châtiments*, Livre troisième - X : L'empereur s'amuse.

a) Les débuts

Sa vie publique débute par un mandat municipal. Aux élections du 5 mai 1912, il se présente sur la liste de gauche avec son ami Jean Villejean. Il est élu le premier de cette liste qui l'emporte facilement au premier tour de scrutin. 950 bulletins de vote n'ont pas été panachés, ce qui était chose rare à l'époque. La lutte avait pourtant été chaude. A ce moment-là, la radio et la télévision n'existaient pas. La presse quotidienne était peu lue dans le monde rural. La presse hebdomadaire, beaucoup moins développée qu'aujourd'hui, paraissait assez coûteuse à des populations qui éprouvaient des difficultés matérielles sérieuses. Il n'y avait donc pas d'autre moyen d'expression efficace que la parole directe. Seules, les réunions publiques permettaient d'exposer ses idées où son programme. Aussi, étaient-elles suivies par des assistances nombreuses. Elles étaient, comme l'a raconté Pierre Dézarnaulds à ses amis, souvent houleuses. « On s'y battait, disait-il, on s'y injurait. Entre adversaires, on ne se ménageait pas. Tous les procédés, même grossièrement humoristiques, paraissaient bons pour ridiculiser le candidat adverse. Mais c'était admis pourvu qu'on n'allât pas jusqu'à la basse calomnie. » En 1912, les concurrents de Pierre Dézarnaulds promenèrent dans les rues de Gien un âne sur le dos duquel figurait son nom. Il riait aux larmes en racontant cette farce, cette bouffonnerie qui n'eut d'autre résultat que de déconsidérer et de desservir ses auteurs. Il sera par la suite constamment réélu conseiller municipal. Il le restera jusqu'en 1959 pendant 47 ans. Il deviendra maire de Gien en

1935 et occupera ce poste jusqu'à la même date, à l'exception de la période de guerre 1940-1944 où il fut révoqué par le Gouvernement de Vichy.

Ce premier succès municipal l'incite à présenter sa candidature aux élections législatives des 3 et 10 mai 1914 dans l'arrondissement de Gien. Il doit affronter le député sortant, M. Gustave Alasseur, Conseiller Général du Loiret pour le canton de Châtillon-sur-Loire, maire d'Autry-le-Châtel. La lutte s'annonce dure. M. Alasseur, né à Autry en 1843, est un enfant du pays. Ancien élève de l'Ecole des Arts et Métiers, il a occupé les fonctions de conducteur des Ponts et Chaussées jusqu'au jour où il quitta l'administration pour entrer au service d'un de ses oncles, entrepreneur de travaux publics, ancien exilé du 2 décembre 1851, qu'il remplaça. On lui doit à Paris l'exécution du percement de l'avenue de l'Opéra et du boulevard Saint-Germain, ainsi que l'aménagement des parcs du Champ de Mars et du Trocadéro. À Autry, il s'est fait construire, à l'entrée du bourg, une très grande et belle maison bourgeoise derrière laquelle il a fait aménager un très beau parc qui se termine en terrasse à la rue du Champ de Foire en bordure de laquelle il a fait édifier d'importants communs. Sa propriété se continue de l'autre côté de la route par un jardin potager qui longe le cimetière et s'étend jusqu'à la Grande Rue du bourg, près du bureau de poste. Elu député en 1893, puis en 1898, ensuite sénateur et à nouveau député en 1910, c'est un homme politique puissant dans le secteur de Gien. Sa candidature est nettement républicaine mais réformiste. Il se présente d'ailleurs comme Radical. Il a voté, en 1904, la loi de séparation de l'Église et de l'État proposée par Emile Combes, Président du

Conseil, ce qui le situe politiquement au Centre gauche. De plus, il est très riche; ce qui lui permet d'avoir de nombreux supporters. Enfin, il est bien implanté sur le plan cantonal et départemental.

La tâche du Docteur Dézarnaulds sera d'autant plus difficile que M. Alasseur est propriétaire de l' « Avenir républicain », le plus répandu des hebdomadaires de l'arrondissement de Gien. En dépit de la proclamation maintes fois renouvelée de ses « convictions nettement orientées à gauche », le Docteur Dézarnaulds est battu. Toutefois, il a obtenu la majorité dans deux communes du canton de Châtillon-sur-Loire, Cernoy-en-Berry et Pierrefitte-ès-Bois. Désormais, il faudra compter avec lui.

Inscrit au Parti radical-socialiste depuis 1906, Pierre Dézarnaulds avait pris, en 1910, la direction du « Démocrate », autre organe hebdomadaire de presse de « défense républicaine » fondé par M. Delaunay, pharmacien à Gien, qui avait été député de 1906 à 1910. C'est dans cet organe qu'il s'élève contre le projet de loi fixant à trois ans la durée du service militaire et qui fut voté le 7 août 1913. La Chambre des Députés élue en mai 1914 est, en majorité, hostile à cette loi. Mais l'élection de Raymond Poincaré à la présidence de la République et d'autres circonstances qui divisent cette majorité permettent son maintien. Cela ne signifie pas que Pierre Dézarnaulds soit hostile à la défense de la France. Avec les Socialistes et les Radicaux-Socialistes, il pense tout simplement que l'application de cette loi ne constitue pas le meilleur moyen de l'assurer. Témoin le projet de Jaurès publié sous le titre « l'Armée nouvelle » qui préconise l'instruction permanente des réservistes. C'est la thèse qu'il défend. Les socialistes, écrit le meilleur historien moderne de la Grande Guerre, Pierre Miquel, « ne combattent pas l'idée de guerre défensive, bien au contraire ». Tout ce qu'écrivent là-dessus, en isolant certains membres de phrase de leur contexte, les personnes hostiles à Pierre Dézarnaulds ne correspondent donc pas à la vérité.

M. Gustave Alasseur meurt le 2 juin 1916, en pleine guerre, à l'âge de 73 ans. Mais aucune élection n'a lieu pendant les hostilités. Comment pourrait-on voter alors que de nombreux électeurs sont absents et se battent sur le front ? Chacun doit accomplir son devoir pour que la France sorte victorieuse du conflit. Bien qu'il soit versé dans le service auxiliaire, le Docteur Dézarnaulds demande à être affecté dans une unité médicale proche du front. Et, à son poste de chirurgien militaire d'un groupement d'ambulances de première ligne, il fait brillamment son devoir. Son attitude courageuse lui vaudra une citation et l'attribution de la Croix de Guerre. En 1917, il rédige un traité sur « les plaies de guerre par armes à feu » et fait une communication à la Société de Chirurgie sur « les plaies articulaires en chirurgie de guerre ». Il obtiendra par la suite la médaille d'or de la Santé Publique.

La guerre terminée, la vie civile reprend son cours normal. Des élections sont organisées. Elles sont précédées de réunions électorales souvent orageuses. Certains ont parlé de la violence de celles que le Docteur Dézarnaulds organisa et des articles qu'il écrivit dans le « Démocrate ». La vérité est qu'il doit se défendre contre les méchancetés d'adversaires qui n'hésitent pas à le salir. Il n'est pas de ceux qui acceptent les insultes sans réagir. Il y met beaucoup de passion,

beaucoup de fougue car il a un tempérament de lutteur. Mais la déception inspire à ses adversaires malchanceux des jugements partiels d'où la calomnie n'est pas toujours absente. C'est dans ces conditions qu'il est élu, le 14 décembre 1919, Conseiller Général dans le canton de Châtillon-sur-Loire en remplacement de M. Alasseur, décédé en juin 1916. Aux élections législatives de la même année, le 16 novembre 1919, il était déjà devenu Député de Gien. Il a alors 40 ans.

b) Le Conseiller général

On peut être étonné a priori qu'il ait choisi le canton de Châtillon pour présenter sa candidature au Conseil Général du Loiret. C'est oublier que ce canton comprend notamment la commune de Pierrefitte-ès-Bois où il a vécu dans son enfance et à laquelle l'unissent des liens d'une affection profonde qu'aucun événement ne saurait briser. Pierrefitte est le lieu où vit sa nourrice, Amélie Gravelet, qui l'aime comme son enfant et pour laquelle son amour est celui d'un fils. Elle mourra en 1936 au moment où il est ministre dans le Gouvernement de Front Populaire ; et le ministre viendra de Paris pour assister à ses obsèques. Pierrefitte est le lieu où il a décidé de reposer après sa mort. Il ne reviendra jamais sur cette décision.

Au Conseil Général où il sera constamment réélu pendant près d'un demi-siècle jusqu'en 1967, il devient l'un des membres les plus influents. Il est estimé de tous ses collègues, quelles que soient leurs opinions politiques, pour sa droiture, son honnêteté foncière et surtout peut-être son absence de sectarisme, sa tolérance dans tous les domaines. C'est sans doute l'une des raisons pour lesquelles ceux-ci l'élisent à la présidence de l'Assemblée départementale le 29 octobre 1945. Il occupe cette haute fonction jusqu'en 1956. Et le 19 novembre 1956, cette Assemblée lui décerne le titre de Président d'Honneur.

Au sein du Conseil Général, il fait partie de la Commission des Finances et il reste membre de cette commission jusqu'à son départ définitif en 1967. Bien qu'il soit devenu aveugle, il demande que des rapports lui soient confiés. Or, ces rapports sont des documents financiers contenant toujours des propositions chiffrées. Qu'à cela ne tienne ! Il citera les chiffres sans commettre d'erreur. Sa prodigieuse mémoire lui permet de les retenir. Son épouse dévouée lui fait une ou deux lectures des rapports de présentation du Préfet. S'il n'est pas d'accord, il ne manque pas de critiquer les propositions de ce haut fonctionnaire. Et si les chiffres retenus par la Commission des Finances sont différents de ceux proposés par le Préfet, ce sont bien ces chiffres nouveaux qu'il présente en séance publique sans se tromper. Ses collègues sont remplis d'admiration devant de telles prouesses intellectuelles : d'autant plus qu'il est dans sa 88^e année en 1967 quand il décide de ne plus solliciter le renouvellement de son mandat. On est confondu, déconcerté, devant tant de facilité et de lucidité de la part d'un homme très âgé, aveugle et infirme.

Au cours de ses 48 années de mandat de Conseiller Général, le Docteur Dézarnaulds rendit d'immenses services au département du Loiret. Il s'intéresse bien sûr à tous les problèmes que l'Assemblée Départementale doit résoudre. Mais certains d'entre eux retiennent plus particulièrement son attention. Dans la période de l'entre-deux-guerres, c'est, avec la rénovation du réseau routier rendu presque impraticable par les transports militaires incessants et aussi par le défaut d'entretien pendant les quatre années du conflit, l'électrification rurale qui constitue l'une des réalisations les plus urgentes. Le Département doit intervenir massivement dans les dépenses d'infrastructure d'une installation qui va modifier profondément la vie des gens, plus spécialement celle des ruraux et surtout celle des exploitants agricoles. Aujourd'hui, on ne mesure pas à sa juste valeur le bouleversement apporté dans les campagnes par l'utilisation de l'électricité. Les jeunes ne peuvent se représenter l'espèce de révolution qu'elle produit dans les habitudes quotidiennes de la population rurale. Des résistances se font jour en maints endroits. Elles sont plus sensibles dans les communes uniquement agricoles. Le Docteur Dézarnaulds déploie sans compter ses efforts pour convaincre les récalcitrants et pour l'élaboration par le Conseil Général de plans permettant de satisfaire les besoins des usagers dans le plus court délai possible.

Après la deuxième guerre mondiale, le réseau électrique doit être modernisé. Les gens se sont habitués à ce mode d'éclairage et les installations existantes d'infrastructure deviennent rapidement insuffisantes. Le Conseil Général doit consacrer des sommes énormes à la modernisation du réseau et le Docteur Dézarnaulds ne manque pas d'insister pour l'adoption de plans ambitieux. Mais de nouveaux problèmes apparaissent et il est urgent de les résoudre. Ce sont l'alimentation en eau potable, le logement et la réfection du réseau routier devenu vétuste. Ces problèmes se posent au moment où Pierre Dézarnaulds occupe la présidence du Conseil Général. Celui-ci demande à ses collègues de consentir l'effort financier nécessaire. C'est ainsi que, au cours des quinze années qui suivent la libération du territoire, les travaux de voirie dans le Loiret atteignent, ainsi que l'a dit M. Pierre Pagot, Président du Conseil Général, dans son éloge funèbre de Pierre Dézarnaulds, des dimensions inhabituelles. Le problème du logement est l'un de ceux qui, après la guerre, soulèvent le plus de difficultés. Il fallut tout d'abord reconstruire les nombreux immeubles détruits au cours des hostilités. Or, Gien, la ville dont le Docteur Dézarnaulds est le maire, est l'une des plus sinistrées. Mais la reconstruction ne résout pas le problème du logement. Les Français ont acquis de nouvelles habitudes. Ils ne se contentent plus d'habiter dans des maisons vétustes, de faible superficie et inconfortables. D'où la nécessité de construire vite de nombreux logements dotés du confort moderne. Car la crise du logement est d'autant plus aiguë qu'aucun effort financier important n'a été consenti dans ce domaine entre les deux guerres. À l'Office Départemental d'H.L.M. dont il devient le président, le Docteur Dézarnaulds donne toute la mesure de ses vues généreuses et hardies. Ce ne sont pas seulement les villes importantes qui bénéficieront de constructions d'H.L.M. mais encore les communes moyennes et même petites où les gens habitués à la campagne préfèrent fixer leur habitation qui leur offre le même confort que les logements de la ville et leur donne la possibilité de respirer un air plus pur.

Mais ses interventions les plus remarquées concernent la défense du Bassin de la Loire. Les pouvoirs publics envisagèrent à un moment donné le captage entre Gien et Briare des eaux du Val de Loire pour l'alimentation en eau potable de la Ville de Paris. Le Docteur Dézarnaulds fut un adversaire résolu, énergique, opiniâtre d'une telle mesure qui eût risqué de détruire toute l'économie du Val. Les problèmes soulevés par cette affaire se posent avec acuité en 1951 et 1952 et c'est sur l'initiative de Pierre Dézarnaulds qu'est créé le « Comité de Défense du Bassin de la Loire ». En septembre 1957, celui-ci est, en accord avec M. Pierre Chenesseau alors président de la Chambre de Commerce d'Orléans et du Loiret, à l'origine de la création de « l'Association Nationale pour l'Étude de la Communauté de la Loire et de ses Affluents » (A.N.E.C.L.A.) dont l'action aboutira à la sauvegarde du Bassin et à sa protection. L'objectif envisagé et poursuivi à cette époque par Pierre Dézarnaulds est aujourd'hui atteint.

Les interventions de Pierre Dézarnaulds sur le plan départemental montrent, s'il en était besoin, qu'il n'a jamais oublié le rôle essentiel d'un conseiller général. Celui-ci est élu avant tout pour participer activement à la gestion des affaires du département. Cela ne signifie nullement qu'il doit se désintéresser des questions qui se posent aux communes du canton qu'il représente, bien au contraire. Aussi, Pierre Dézarnaulds ne manquera-t-il pas d'aider celles de ces communes dont les dirigeants le sollicitent et de soutenir leurs requêtes, notamment leurs demandes de subvention auprès du Conseil Général ou des administrations compétentes. Ses dernières interventions dans ce sens ont été effectuées en faveur des communes de son canton qui sollicitaient l'aide financière nécessaire en vue de leur adduction d'eau potable. Certaines d'entre elles ne furent satisfaites qu'avec beaucoup de retard. Mais il n'a pas dépendu de lui qu'il en soit ainsi. Car il fait lui-même les démarches en temps utile. Tout simplement les conseils municipaux ne perçoivent pas toujours la nécessité de réaliser dans l'immédiat de tels équipements reconnus par la suite comme indispensables.

c) Le député – Le ministre

Sur le plan parlementaire, son activité n'est pas moins intense. Élu député en 1919, il est constamment réélu jusqu'en 1956. À la Chambre des Députés, il siège, sans autre interruption que celle imposée par la deuxième guerre mondiale de 1940 à 1944, dans le groupe des radicaux-socialistes auquel il s'est inscrit dès sa première élection et dont la grande figure entre les deux guerres est Édouard Herriot. À l'époque, le parti radical-socialiste est la plus importante formation politique de la gauche parlementaire et c'est sur la liste du Bloc des Gauches dite « d'Union des Gauches » qu'il est réélu en 1924 avec tous les autres candidats de cette liste.

La presse locale de droite a maintes fois rappelé et critiqué le contenu de sa déclaration à la veille des élections de 1928 : « Contre la réaction, contre le communisme, pour l'idée laïque, la justice sociale, la paix, nous allons engager la bataille. » Il s'agit là de la défense d'idées générales que partageait une fraction importante de la population du pays et dont s'inspiraient ceux qui se réclamaient

du radical-socialisme. Or, on est alors en période d'élections. Il ne paraît donc pas anormal que l'on parle de « lutte électorale ». Cette expression était et est encore de pratique courante. Le républicain Pierre Dézarnaulds est un laïc tolérant mais un laïc fervent, prêt à défendre la laïcité contre toute atteinte d'où qu'elle vienne. Il pense que l'esprit de justice doit animer tous ceux qui ont la charge de diriger l'économie du pays. Enfin, se souvenant de la grande guerre qui fut le tombeau d'une fraction importante de la jeunesse française et dont les survivants affirmaient qu'elle devait être la « der des ders », il estime qu'il faut organiser la paix non seulement pour notre pays mais encore sur le plan international avec les autres nations. Il n'y a là rien de choquant pour un républicain.

Cette presse locale est d'ailleurs allée beaucoup plus loin. Elle a prétendu que le thème fondamental de ses écrits dans]" « Avenir républicain », hebdomadaire dont il fait l'acquisition en 1924, et dans ses discours est : « Guerre à la réaction, guerre à l'État-Major, économies massives, réduction des dépenses du budget de la Guerre et de la Marine. » Et d'en conclure que cette politique dont le Docteur Dézarnaulds s'est fait « l'infatigable et aveugle promoteur » est à l'origine de la défaite de 1940 et du « déluge de feu et de ruines (qui allait déferler) jusque sur la ville de Gien ».

Cette présentation des choses n'est pas sérieuse. Isoler une phrase de son contexte ne permet pas de faire connaître le contenu exact de la pensée d'un homme politique. Que Pierre Dézarnaulds ait de la méfiance à l'égard d'un État-Major que l'affaire Dreyfus avait discrédité ne signifie nullement qu'il est contre la défense nationale. S'il est vrai que, en 1932, trente années après cette affaire qui l'avait profondément marqué, il affirme que « la politique de paix semble avoir triomphé », cette déclaration est antérieure à l'arrivée de Hitler au pouvoir. Il n'est pas encore Chancelier d'Allemagne ; et rien ne permet de croire, à l'époque, qu'il le sera bientôt. Lors de l'élection présidentielle de 1932, il est battu de six millions de voix par le Maréchal Hindenburg. Pourtant, à la suite d'intrigues politiques, celui-ci le nomme Chancelier en janvier 1933. Mais ce n'est qu'à partir de 1934, après la mort d'Hindenburg, que l'Allemagne engage une politique de réarmement à outrance.

Deux années plus tard, le Docteur Dézarnaulds fait partie du Gouvernement de Front Populaire qui ne refuse aucun des crédits militaires qui lui sont demandés. La France a souffert d'une impréparation à la guerre ont dit certains journalistes. Ils ont même imputé cette impréparation à ce gouvernement qui n'eut qu'une existence éphémère d'un an (4 juin 1936 – 22 juin 1937) alors que les conservateurs occupèrent le pouvoir pendant presque tout l'entre-deux-guerres. Leur affirmation nous paraît donc une donnée du problème très contestable.

Il est, en effet, douteux que la défaite de 1940 ait eu pour cause une insuffisance d'armements. Les historiens semblent d'accord sur ce point. À la veille du conflit, la France avait autant de chars, autant d'avions que l'Allemagne, sinon plus. Ce qui était différent, c'était la conception de la guerre. L'État-Major français la faisait reposer uniquement sur la défensive. Les chars ne devaient servir que de soutien à l'infanterie. Les Allemands, eux, en firent une cavalerie

moderne qui, par des percées rapides et profondes, désorganisa les formations militaires françaises et ouvrit la Voie au gros des troupes allemandes. Quant à notre aviation à laquelle l'État-Major avait assigné un rôle analogue à celui des chars, elle fut détruite sur les aérodromes par l'aviation allemande avant d'avoir pu intervenir. L'État-Major français, a-t-on pu dire, était en retard d'une guerre. Peut-être le tort des hommes politiques, qu'ils aient été de droite ou de gauche, fut-il d'avoir épousé les idées défendues par la plupart des militaires, actifs ou retraités, membres du Conseil Supérieur de la Guerre, plutôt que celles recommandées par certains d'entre eux tel que le Général de Gaulle qui préconisait la création d'unités blindées auxquelles aurait été assigné le rôle que leur donna l'État-Major allemand !

Le Gouvernement de Front Populaire dont fit partie le Docteur Dézarnaulds ne saurait donc être tenu pour responsable du désastre de 1940. Tout ce qui a été écrit ou suggéré pour soutenir la thèse contraire nous paraît dénué de tout fondement. On a également imputé la responsabilité de ce désastre aux grèves et aux occupations d'usines. Mais celles-ci sont antérieures à la constitution du Gouvernement de Front Populaire dont l'action permit précisément de les faire cesser.

Dans ce gouvernement, Pierre Dézarnaulds est Sous-secrétaire d'État à l'Éducation Physique. Il dirige un ministère d'où la politique pure est absente. Dans ce domaine, il lui appartient d'élaborer une politique nouvelle dont bénéficiera la jeunesse qui pourra profiter de son expérience et de ses connaissances médicales. C'est ainsi qu'il veut privilégier l'éducation physique, base de tous les sports, dans les écoles. Il décide à ce sujet de faire une expérience dans trois départements, dont le Loiret, qui bénéficieront de crédits spéciaux notamment pour la création d'installations sportives. Ces expériences obtiennent un immense succès. De plus, il favorise le contrôle médical de cette éducation physique qu'il veut rendre obligatoire de 6 à 18 ans. Le temps lui manque pour réaliser pleinement sa politique. Mais la fonction ministérielle qu'il a exercée et que lui valent la constance de ses opinions politiques, sa lucidité et son courage sera « l'honneur » de sa vie parlementaire.

Nos armées étant vaincues et le pays envahi par l'ennemi, on peut se demander quelle fut son attitude lors du vote par l'Assemblée Nationale (les deux chambres réunies), le mercredi 10 juillet 1940, d'un projet de loi constitutionnelle donnant tous pouvoirs au Maréchal Pétain, Président du Conseil, et à son gouvernement dominé par Pierre Laval, Vice-président du Conseil, pour promulguer une nouvelle constitution de l'État français.

D'après le compte rendu de la séance (Journal Officiel de la République française. Débats parlementaires N° 43 du 11 juillet 1940), il n'y eut que 80 protestataires pour voter contre ce projet et sauver l'honneur du régime parlementaire. Mais il y eut aussi 17 abstentionnistes volontaires qui durent faire la déclaration de leur abstention afin « *qu'on sût* (dit Joseph Paul-Boncour dans ses *Mémoires*, Tome III, page 291) *qu'ils n'avaient pas voté* », en réalité probablement pour les intimider. Parmi ces abstentionnistes figurent Édouard Herriot et Henri Queuille.

Et Paul-Boncour ajoute en parlant d'eux : « *Je pense ne pas trop solliciter les intentions (de ces 17) en les annexant aux 80 protestataires.* » Nous sommes convaincus que Paul-Boncour a raison. Il y eut enfin 149 parlementaires parmi lesquels figure Pierre Dézarnaulds qui ne prirent pas part au vote. Le Journal Officiel cite leur nom mais ne précise pas s'ils étaient présents ou non. Pour certains d'entre eux, c'était une manière de désaveu du projet. Car nombreux sont ceux qui furent de remarquables résistants, tels que Pierre Cot, Léo Lagrange, Pierre Mendès-France, Henri Sellier, Pierre Vienot, et, pour le Loiret, Jean Zay et Pierre Dézarnaulds. Certes, on aurait aimé que, dans de telles circonstances, Pierre Dézarnaulds fût l'un des 80 protestataires ou qu'il s'abstînt volontairement. Son fils, le Docteur Pierre Dézarnaulds de Montargis, nous a affirmé qu'il n'avait pas assisté à cette séance au cours de laquelle 569 parlementaires sur 649 Votants accordèrent les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain et à Pierre Laval.

Pierre Dézarnaulds sera un farouche opposant au Régime de Vichy. Depuis la fin du mois de juin, il n'est plus maire de Gien, ville martyre que les avions ennemis avaient bombardée le 15 juin 1940 et dont ils avaient fait un champ de ruines. Il n'est d'ailleurs pas exact que, le 21 juin, comme on l'a affirmé avec légèreté, deux Français seulement soient restés dans les murs calcinés de la ville. Nous connaissons le cas d'une personne qui accoucha de son troisième fils le 11 juin 1940, à Gien, où elle resta pendant les bombardements.

Privé de ses mandats parlementaire et municipal, le Docteur Dézarnaulds se consacre presque entièrement à ses malades. Nous disons « presque » car, en dépit de son éviction de la scène politique et administrative, il apporte secrètement son concours à son successeur nommé au poste de maire par le Gouvernement de Vichy. C'est que, désormais, il consacre toute son activité avec beaucoup de désintéressement et d'ardeur au sort et à la reconstruction de la ville sinistrée. « Grâce à son action, dira même le Préfet Moranne le 2 avril 1941 en installant le nouveau Conseil Municipal, Gien a été la première des villes sinistrées de France qui a soumis son plan de reconstruction à l'approbation du Gouvernement. » Il ne s'agit pas d'une « collaboration » au sens où l'entendent les collaborateurs dont Pierre Dézarnaulds, avec son franc-parler, a stigmatisé la conduite et pour lesquels les « Nazis » étaient « corrects ». Mais il ne refuse pas ses conseils à des gens qui les sollicitent pour la gestion de la ville et ne connaissent absolument rien aux affaires municipales.

d) L'après-guerre

Après la Libération, Pierre Dézarnaulds redevient maire, conseiller général et député. Et, lors des premières élections qui ont lieu après la capitulation de l'Allemagne, il est réélu à ces postes sans difficulté.

Sa tâche est considérable. Certes, il travaille activement au sein des assemblées de la IV^e République et au Conseil Général dont il est élu Président le 29 octobre 1945. Mais il consacre la plus grande part de son énergie à la reconstruction de sa ville. Il n'oublie rien de ses luttes d'antan ni de divisions qu'il

n'a pas créées et qui existaient bien avant sa venue dans le Giennois. Il fait preuve tout simplement de qualités qui sont des traits dominants de son caractère : le désintéressement, le dévouement, l'impartialité, la tolérance ; des qualités dont ses adversaires d'entre les deux guerres n'avaient pas souvent fait montre à son égard. Mais il défend ses idées sur la reconstruction avec la même fougue, la même passion, la même ténacité qu'on lui connaissait auparavant. Le résultat, on le constate chaque fois que l'on parcourt les rues de Gien. Il est inscrit dans la pierre. La ville de Gien est, en effet, avec Saint-Malo et quelques autres cités, l'une des plus belles réussites de la reconstruction française. Pierre Dézarnaulds pouvait être fier de son œuvre.

Nous avons déjà dit qu'il avait apporté tous ses soins à la reconstruction de l'hôpital. Il est une autre réalisation qui mérite la reconnaissance des Giennois : la reconstruction de l'église. Il ne pouvait pas être question de faire renaître de ses cendres l'église Saint-Louis. Mais l'église du château, l'église Sainte-Jeanne-d'Arc, est l'objet de toute son attention.

Pierre Dézarnaulds a souvent indiqué à ses amis pourquoi la reconstruction de cet édifice religieux, qui est une merveilleuse réussite architecturale, lui tenait tant à cœur. « Je suis, leur disait-il, athée et tout le monde le sait. Mais je ne peux ignorer que la très grande majorité de mes concitoyens giennois sont catholiques. Je devais donc œuvrer pour qu'ils retrouvent le plus rapidement possible le lieu où ils pratiquaient leur culte. De plus, ajoutait-il, je veux que la ville de Gien soit la plus belle ville de notre département et l'une des plus belles villes reconstruites. Or, la beauté d'une cité se mesure non seulement à la qualité de son ensemble immobilier mais encore à la splendeur de ses monuments. Il faut donc que l'église nouvelle soit appréciée du point de vue artistique par les touristes qui viendront la visiter. »

Une nouvelle fois, il fait preuve de son esprit de tolérance et de son goût artistique très sûr. Si l'on ajoute que la zone industrielle de Gien a été créée à son initiative et que, le château une fois restauré, il apporta une aide efficace à l'implantation du Musée de la Chasse, on se rend compte de l'ampleur de l'œuvre qu'il a accomplie pour faire de Gien l'un des joyaux de la reconstruction et une cité où il fait bon vivre. Aussi, cette œuvre force-t-elle l'admiration de tous les visiteurs venus du monde entier.

Cette attitude de Pierre Dézarnaulds n'est pas le fait du hasard. Ceux qui l'ont approché au cours des dernières années de sa vie savent bien qu'il n'avait pas changé. Peut-être mettait-il plus de modération dans l'expression de ses idées ! Mais ce changement apparent était dû au fait qu'il n'avait plus à se défendre contre des adversaires dont les mobiles politiques étaient empreints de méchanceté et parfois même de haine. Il ne revint pas, comme on l'a affirmé, « à ses premières amours » (sous-entendu « politiques et néfastes ») lorsque son œuvre de reconstruction fut sur le point d'être terminée. Il n'a jamais cessé de travailler au bonheur de ses concitoyens. Il n'a jamais été « hanté par le démon de la politique ». Ou alors tous les hommes qui font de la politique, même les amis de ceux qui ont dit cela, sont « hantés par le démon ». Tout simplement il a consacré

à la ville de Gien plus de temps qu'il ne l'eût fait si elle n'avait pas été sinistrée. Il n'a jamais cessé de faire de la politique comme il n'a jamais cessé de s'intéresser à la médecine. Pour lui, ces deux activités formaient un tout.

Certes, le pouvoir use l'homme politique surtout lorsque son état de santé devient déficient. Il arrive un moment où il est contraint de céder la place à des hommes plus jeunes que connaissent mieux les nouvelles générations. Aux élections sénatoriales du 19 juin 1955, il est battu, n'ayant recueilli que 205 voix alors que ses adversaires, M. Lucien Perdereau et le Docteur Charpentier, en obtiennent respectivement 565 et 507. Il a 76 ans. Indiscutablement, l'âge a joué contre lui et sans doute aussi le climat politique de la France à cette époque. En 1956, et pour des raisons analogues, il doit céder le fauteuil de Président du Conseil Général à Maître Perroy et abandonner son siège de député. D'une part, son état de santé est de plus en plus déficient. D'autre part, ayant voté contre la C.E.D. (Communauté Européenne de Défense) et les accords de Paris il ne peut s'associer, sur la même liste, avec des hommes qui, honnêtes et loyaux comme lui, ont voté pour l'adoption des mêmes accords. Même si la raison qu'il invoque est « diplomatique », son retrait apporte la preuve de sa droiture d'esprit, c'est-à-dire de sa probité, de sa bonne foi, de son honnêteté foncière.

Il reste Maire de Gien et Conseiller Général pour le canton de Châtillon-sur-Loire. Peut-être aurait-il dû alors se retirer des affaires publiques ! Pourtant, en dépit de ses infirmités, il rendra encore de grands services. En 1959, il ne se représente pas aux élections municipales. Et, en 1967, à l'âge de 88 ans, il renonce à solliciter à nouveau les suffrages des électeurs du canton de Châtillon-sur-Loire qu'il représentait depuis 48 ans. Il soutient la candidature du fils d'un de ses fidèles amis d'Autry-le-Châtel, Marcel Legras, qui est élu et sera, après sa mort, le fondateur de l'Association « Les Amis de Pierre Dézarnaulds ».

Ajoutons qu'il fut, pendant de très nombreuses années, Président de la Caisse d'Épargne de Gien et membre de l'Office Départemental d'H.L.M. dont il avait été le Président.

L'homme et sa famille

On dit parfois que les hommes politiques s'enrichissent. Cette assertion est fautive dans la plupart des cas. Elle l'est plus particulièrement en ce qui concerne Pierre Dézarnaulds.

Celui-ci appartenait à une famille aisée. S'il avait suivi la même carrière médicale que ses confrères anciens internes comme lui et devenus « grands patrons », il aurait peut-être pu améliorer encore cette aisance. Or, tout le monde sait non seulement qu'il ne s'est pas enrichi mais encore qu'il est mort « pauvre » en ce sens qu'il n'avait que sa retraite de député-ancien ministre pour toutes ressources au cours des dernières années de sa vie, d'une vie qui fut exemplaire.

Il épouse le 12 janvier 1911, à l'âge de 31 ans, sa petite-cousine Lucie Hurel qui appartient, elle aussi, à une famille aisée. Celle-ci lui donne trois enfants : Henri qui meurt, à l'âge de 15 ans d'une mastoïdite et dont la disparition lui cause un profond chagrin ; Pierre, Docteur en Médecine, qui exerce actuellement sa profession à Montargis, et Marthe, épouse Bouchard, Assistante sociale retraitée qui habite à Pierrefitte-ès-Bois, route de Cernoy, une maison qu'elle a fait construire et qu'elle a baptisée « Les Arnaulds » par amour filial.

Au cours de sa retraite totale qui durera sept années après son retrait définitif de la vie publique, Pierre Dézarnaulds, devenu depuis longtemps aveugle et infirme au point de ne plus pouvoir marcher à la suite d'une fracture du col du fémur, atteint de plus d'une affection douloureuse et gênante, ne se plaint jamais de ses souffrances qu'il supporte stoïquement. À plus de 90 ans, il subit une opération qui lui apporte un soulagement certain. Pendant cette longue période, il ne perd pas son optimisme naturel. Il est vrai qu'il est soutenu par le dévouement absolu et inlassable de sa chère Lucie, sa fidèle épouse, qui lui prêta ses yeux pendant sa vie active pour qu'il puisse remplir sa mission et les lui prête encore afin qu'il puisse se tenir au courant de la vie politique et médicale. Hélas ! cette sainte femme disparaît avant lui. Il en éprouve une immense peine, car cette disparition l'isole encore plus du monde. Jusqu'en 1967, elle l'accompagne au Conseil Général dont il prépare les séances avec elle comme nous l'avons déjà indiqué.

Après son retrait de la vie publique, il continue à s'intéresser aux affaires de la Ville de Gien. Son successeur, le Docteur Boyer, qui développera considérablement l'œuvre commencée par Pierre Dézarnaulds, l'invite à toutes les manifestations officielles auxquelles il ne manque pas d'assister chaque fois que quelqu'un peut le transporter et l'aider à faire les quelques pas nécessaires. Il trouve toujours en lui la volonté indispensable.

Telle fut la vie de Pierre Dézarnaulds, grand médecin comme son père, maire de Gien, conseiller général dans le canton de Châtillon-sur-Loire, député du Loiret et ministre. L'esprit de solidarité ou de « charité » dont il a fait preuve à l'égard des humbles, son amour de la justice qui l'a conduit à soutenir la cause d'un innocent, victime d'une erreur judiciaire, son amour de la paix qui l'a incité à dénoncer les conceptions périmées défendues par certains civils et militaires pour la Défense Nationale, sa sensibilité qui lui a permis de sonder la misère profonde d'une partie de la classe ouvrière et qui l'a poussé à soutenir ses revendications légitimes, ne constituent ni des erreurs, ni des fautes comme on l'a parfois écrit d'une façon mesquine. Ce sont au contraire des actions qui lui font honneur et dont se félicitent ses amis.

Celui que les gens du peuple ont appelé familièrement et sincèrement dans le Giennois le « Médecin des Pauvres » est mort à Gien, à l'âge de 96 ans, dans la nuit du 15 au 16 septembre 1975, il y aura 10 ans dans quelques mois. Il repose, selon sa volonté, dans le petit cimetière de Pierrefitte-ès-Bois au milieu des nombreux amis avec lesquels il a vécu des années de bonheur dans son enfance et son adolescence et qui lui ont rendu, pendant toute sa vie d'homme, l'amour qu'il leur avait donné.

Ajoutons que le Conseil Municipal de Gien présidé par M. le Docteur Boyer a tenu à honorer sa mémoire en donnant son nom à cet hôpital dont la reconstruction a été l'objet de tous ses soins. Le Centre Hospitalier Pierre-Dézarnaulds a certainement été, après la guerre, l'un des plus modernes. Son nom a également été donné par la Municipalité de Châtillon-sur-Loire dont le Maire est M. Jean Roblin, au Collège d'Enseignement Général récemment construit. À l'entrée de ces deux équipements qui symbolisent le premier son amour de la médecine et des malades au traitement desquels il a apporté un dévouement et un désintéressement exemplaires, le second son attachement passionné pour l'école laïque, l'Association « Les Amis de Pierre Dézarnaulds » a fait apposer un grand médaillon en bronze à son effigie due au talent artistique du peintre-sculpteur, Mme Daveline Cogis.

À l'occasion du dixième anniversaire de sa disparition, ses amis groupés dans cette Association, ont tenu à lui rendre hommage en rédigeant la présente plaquette qui, nous l'espérons, perpétuera son souvenir non seulement auprès de ceux qui l'ont connu mais encore et surtout auprès des jeunes générations auxquelles il n'est pas inopportun de rappeler ce que fut, pendant toute sa vie, l'admirable homme de bien que fut Pierre Dézarnaulds.

Juillet 1985.



